demandé la statistique scolaire aux institutions indépendantes et qu'on leur a refusé tout renseignement dans plusieurs cas. M. Vien demande, de plus, que le Conseil de l'Instruction publique décide dans l'affirmative ou la négative si les inspecteurs doivent visiter les maisons indépendantes pour en recevoir les rapports, afin qu'ils sachent à quoi s'en tenir à ce sujet.

M. TREMBLAY (de Charlevoix) n'a jamais eu à se plaindre des inconvénients que l'on vient de signaler ; il déclare au contraire que les directrices des deux écoles indépendantes de son district, non seulement se sont fait un devoir de bien accueillir l'inspecteur, mais qu'elles l'ont souvent invité à venir examiner leurs élèves plusieurs fois par année.

M. HARPER parle de l'importance qu'il y a, au point de vue de l'intérêt public, d'obtenir des renseignements aussi complets que possible sur toutes les maisons d'éducation ; la loi des autres pays, dit-il, obligent tous ceux qui dirigent des écoles publiques ou privées à fournir des statistiques exactes et il n'y a pas de raison pour qu'une loi analogue ne soit pas adoptée dans notre province.

Le troisième sujet de discussion, qui se lit comme suit : CONFÉRENCES PÉDAGOGIQUES : — *Serait-il à propos de remplacer la première visite annuelle de l'inspecteur par une série de conférences aux instituteurs et aux institutrices*, attire alors l'attention du congrès.

M. LEFEBVRE se prononce en faveur des conférences. Il dit que l'inspecteur ne peut, à proprement parler, faire d'examen dans les premiers mois de l'année ; son rôle se borne à donner des avis aux maîtres pour la bonne direction de leurs classes. Par une conférence, ce but se trouverait atteint d'une manière beaucoup plus efficace.

M. LIPPENS, qui répond dans l'affirmative à la question posée, développe

les mêmes idées que M. Lefebvre, et fait aussi remarquer que l'inspecteur serait beaucoup plus à l'aise pour donner des conseils aux institutrices dans une réunion où il ne serait pas gêné par la présence des élèves. Ayant déjà donné des conférences dans son district, M. Lippens démontre que le projet de fonder ces conférences est pratiquement exécutable et il n'hésite pas à dire que les nouveaux programmes et les nouveaux règlements les ont rendues indispensables.

M. STENSON croit qu'à défaut de la possibilité de mettre à exécution le projet qu'il a suggéré en 1879 et traité à maintes reprises dans ses rapports, il serait à propos de mettre à l'essai le projet de conférences pédagogiques dont il est question dans la résolution adoptée par le comité catholique, à sa séance du 28 septembre 1892. Les frais de ces conférences pourraient être couverts, dit M. Stenson, par les sommes dépensées chaque année pour l'achat des livres de récompense distribués par les inspecteurs ; cet argent produirait alors beaucoup plus de bien qu'il n'en a produit jusqu'ici.

Il est indiscutable, dit M. VIEN, que les conférences remplaceraient avantageusement la première visite et il croit qu'elles devraient être données par des personnes dont ce serait l'unique occupation ; elles seraient ainsi plus intéressantes et plus avantageuses. Mais en attendant que cela puisse être, chaque inspecteur pourrait donner des conférences aux institutrices de son district, réunies en aussi grand nombre que possible.

MM. LUCIER et TREMBLAY (de Gaspé) se prononcent contre le projet de remplacer la première visite par les conférences projetées, tandis que M. Nantel l'approuve puis M. Hewton fait remarquer que les institutrices qui ont suivi le cours pédagogique donné dans les "Teacher's Institutes" sont supérieures